

"Une autre Europe?" dans L'Europe en formation (Juillet 1979)

Légende: En juillet 1979, Jean-Pierre Gouzy, l'éditorialiste de la revue fédéraliste L'Europe en formation revient sur le faible taux de participation aux premières élections européennes au suffrage universel et insiste sur les responsabilités des nouveaux élus.

Source: L'Europe en formation. Juin-Juillet 1979, n° 231-232. Nice.

Copyright: (c) L'Europe en formation

URL: [http://www.cvce.eu/obj/une_autre_europe_"_dans_l_europe_en_formation_juillet_1979-fr-c18627d8-00db-4ce7-9df9-07fb5568e765.html](http://www.cvce.eu/obj/une_autre_europe_-_dans_l_europe_en_formation_juillet_1979-fr-c18627d8-00db-4ce7-9df9-07fb5568e765.html)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Une autre Europe?

Editorial

Un «bide», ces élections européennes? Certes non, mais, pour autant, messieurs les européistes, il n'y a pas de quoi pavoiser, si on prend pour critère de l'«événement historique» la participation populaire — en dehors de l'Italie.

Je sais bien que certains esthètes distingués de l'information et les blasés de la science politique vont nous expliquer que cela a peu d'importance; que «seul le résultat compte». Certes, l'essentiel demeure que le Parlement européen (pardon: l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes) est désormais élu au suffrage universel direct, mais les conséquences d'un vote sans précédent ont une signification pour la consécration populaire de l'entreprise communautaire, même si les partis politiques nationaux agissant en vertu de lois électorales nationales se sont échinés à détourner la signification du scrutin au profit de leurs campanilismes respectifs.

A vrai dire, les résultats ont été *grosso modo* assez proches des prévisions des instituts de sondages, mais nul n'avait osé envisager que l'effondrement de la participation aurait une telle ampleur en Grande-Bretagne (30,5 % de suffrages exprimés) où, il est vrai, on avait voté début mai pour bouter les travaillistes dans la Tamise; et nul n'avait prévu, inversement, que les Italiens iraient aussi nombreux aux urnes (85,9 %) alors que quelques jours plus tôt, ils avaient été invités à arbitrer le sempiternel duel entre Berlinguer et Fanfani, à la suite d'une longue campagne électorale. Les Belges, de leur côté, nous ont réservé une surprise, puisque, dans leur pays comme au Luxembourg, le vote est obligatoire et que la bonne manière de manifester une allergie électorale est de s'abstenir ou de voter blanc ou nul, ce que plus de 20 % d'entre eux ont fait (ce qui est considéré comme un pourcentage élevé). En revanche, le taux de participation a été de 85 % au Grand-Duché). Aux Pays-Bas, le manque d'entrain a également été évident (57,82 % des inscrits sont allés aux urnes), mais la participation a néanmoins été supérieure à ce qu'avaient prévu les sondages; de même qu'en Allemagne fédérale (65,9 %), malgré la forte abstention des jeunes électeurs.

Parmi les nouveaux venus dans la Communauté, les Irlandais ont témoigné de leur attachement (63,6 % d'entre eux ont voté), mais les Danois ont manifesté leur manque d'intérêt et confirmé l'hostilité de nombre d'entre eux à l'égard de la C.E.E.: 47 % d'électeurs parmi lesquels un tiers d'anti-européens, dont certains, groupés au sein d'un Front contre le Marché commun, demandent que leur pays s'en retire.

Les démocrates-chrétiens en Allemagne fédérale, mais aussi dans d'autres pays, ont renforcé le puissant courant européen qu'ils incarnent et qui, jadis, avec Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi et Robert Schuman, porta l'Europe sur les fonts baptismaux de la supranationalité, chers encore aujourd'hui à Léo Tindemans, sinon à tous les héritiers de la tradition.

Les socialistes et sociaux-démocrates constitueront le groupe parlementaire le plus nombreux, comme prévu, mais moins qu'on ne l'avait imaginé. Les Britanniques, en effet, ont épousé la cause de Mme Thatcher, et une soixantaine de conservateurs, nés des nouvelles amours d'Albion, peupleront l'«Assemblée de Strasbourg», comme disent les bien pensants de l'information parisienne (en oubliant que, jusqu'à nouvel avis, cette Assemblée n'est pas une Assemblée nationale *bis*, mais aussi celle dont le siège est à Luxembourg)

Quant aux communistes, ils ont été fidèles à eux-mêmes: aussi antieuropéens qu'il est possible de l'être en France; aussi ouverts aux idées nouvelles qu'on puisse l'admettre dans leur église, en Italie.

Et maintenant ?

Ainsi va l'Europe à l'heure de ses petits clochers... Mais nous aurions tort d'ironiser. Les choses étant ce quelles sont, une «Europe parlementaire» est née tant bien que mal du suffrage universel, qui a eu l'étrange vertu et la bonne fortune de réunir, pour la première fois, des dizaines de millions d'Européens. Ce qui n'est pas négligeable, si on veut bien se souvenir de la situation des neuf pays en question, voici une trentaine d'années, au sortir d'une des plus abominables convulsions de l'histoire, dont l'héritier du trône de saint

Pierre, né Polonais, vient d'évoquer le souvenir à Auschwitz. Que ces choses-là sont loin de nous et, en même temps, présentes en nos souvenirs!

Mais cette Assemblée européenne, telle qu'elle est, avec ses eurocommunistes et ses kremlino-communistes, ses socialistes à la française, ses travaillistes à l'anglaise et ses sociaux-démocrates à l'allemande, ses libéraux, ses chrétiens, ses conservateurs éclairés ou mal inspirés, ses rescapés de l'eurodroite, ses Willy Brandt et ses Michel Debré, quel regard va-t-elle porter sur l'avenir?

Chacun, le 17 juillet prochain, en entrant dans l'hémicycle de Strasbourg, devrait s'interroger et tenir à peu près ce langage : «Je suis un instant de la vie du monde; je suis une parcelle de l'humanité. Les circonstances m'ont conduit à faire le choix qui me mène ici, où je représenterai une certaine vision de ce que devrait être l'Europe et l'idée que s'en font les compatriotes qui m'ont manifesté leur confiance. Je puis me conformer à une nouvelle routine, gérer la Communauté des marchands, attendre les avis des *leaders* d'une cause incertaine, mesurer l'intérêt de mon mandat à l'aune de l'indemnité qu'on m'accorde. Mais je puis aussi ouvrir les fenêtres de l'avenir, et échapper à la médiocrité du destin auquel on me presse de me résigner.

«Je me refuse à n'être rien. Je me persuade que je puis être un moment de l'histoire d'une extraordinaire civilisation. Celle-ci a nom "Europe"; elle est deux fois millénaire; elle s'est répandue sur le monde au point que l'univers contemporain s'est construit, en bien ou en mal, à son image. Son génie fut celui de la révolution technicienne qui, aujourd'hui, se retourne contre elle dans un gigantesque effet de boomerang. Mais, face aux défis de l'Est, dont les armées campent à nos frontières, des multinationales, de l'Amérique, de l'Orient proche et extrême, du pétrole, de l'atome, des faméliques du tiers-monde, face à tous les nuages qui s'accumulent, je suis prêt à consacrer mon temps et mon énergie pour que les pays et les peuples qui nous ont envoyés ici relèvent le gant.

«L'Europe des marchands et des technocrates doit devenir celle des millions et des millions de femmes et d'hommes qui pressentent ce qu'elle pourrait être, mais n'osent pas encore élever la voix. Ce n'est qu'un murmure au fond de leurs âmes, un doute, une inquiétude, mais aussi un espoir. Je suis tout cela, car je suis né de leur volonté et de leurs incertitudes. Je puis être ou ne pas être; vouloir ou me résigner.

La tâche est immense

«Ce Parlement qui n'ose dire son nom, comme s'il avait honte d'être lui-même, ne devrait pas limiter son rôle à celui d'une caisse de résonance ou servir d'exutoire. Sa vocation est d'aider l'Europe à renaître des cendres de ce que furent les souverainetés orgueilleuses et exclusives du XIXe siècle. Ce Parlement doit donc trouver sa loi commune; assurer ses pouvoirs; doter l'Europe des ressources qui lui permettront de combattre le chômage, de sauver ses régions, de préserver la vie. Ce Parlement devra donner un jour à l'Europe le gouvernement qu'elle attend. Un gouvernement ne se confond pas avec des conseils, une commission, des partis. Il devra s'affirmer comme tel.

«La tâche est immense, et le temps qui m'est donné pour marquer l'avenir de mon empreinte est assez dérisoire. Mais il existe. Les patries dans lesquelles nous nous sommes incarnés, au hasard de l'Histoire, exigent de nous, en fait, beaucoup plus qu'elles n'ont paru vouloir le dire. Par une sorte de pudeur, sans doute. Mais rien ne nous empêche d'aller au devant de leur attente et de leurs inquiétudes. Le temps est venu de la responsabilité; la responsabilité d'une Europe qui n'ose encore s'affirmer.»

Pour nous, une nouvelle époque commence. L'Histoire dira peut-être que notre naïveté n'eut d'égal que notre persévérance, mais nous voulons croire encore que cette persévérance, malgré tant de détours, de contours et de traverses, ne portera pas que des fruits amers, à mesure que l'Europe des peuples sortira de notre petite mythologie particulière pour devenir une vraie réalité.

JEAN-PIERRE GOUZY